

L'hôtel en construction à Garoua s'effondre

P.2

Labogénie

Le garant de la qualité et la sécurité des infrastructures de génie civil

P.9

Sud-Ouest

Face au drapeau ambazonien, militaires et populations en paix



- La scène qui se déroule dans le département du Koupe-Manengouba, plus précisément à Ebonji par Tombel, relève de l'inédit.
- Le Dr. Ahmadou Séhou, politiste, décrypte ce fait. P.3

MINJEC/IRI

A la quête du leadership des jeunes

P.9

Bamenda

Les menaces d'Atanga Nji contre les candidats à la présidentielle

- * Le ministre de l'administration territoriale a mis en garde les adversaires de Paul Biya à l'occasion de la conférence semestrielle des gouverneurs qui s'est ouverte hier.
- * Il a en outre déployé la stratégie du gouvernement pour la tenue de l'élection dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.
- * Le dialogue avec les sécessionnistes n'est pas envisageable. * Réaction des gouverneurs. Pp.6-7



Can 2019

Une partie de l'Hôtel de 70 places en construction s'effondre à Garoua

Les membres du comité local de la CAN, ont effectué le déplacement sur le site de construction de cet hôtel, question pour eux d'évaluer les dégâts causés par le chantier de l'entreprise Portugaise.

C'est aux environs de 11 h 30 h que les membres du comité local de la Can 2019 à Garoua ont effectués le déplacement sur le site de l'Hôtel 70 Chambres de la société Mota-Engil, question de confirmer la rumeur sur les réseaux sociaux qui faisait état d'un effondrement d'une partie du chantier.

A en croire le maître d'ouvrage de l'Hôtel, « Le coffrage prévu pour recevoir un segment de la dalle du premier étage de l'hôtel 70 chambres s'est affaissé peu avant le coulage du béton. C'était pendant les tests de résistance de l'échafaudage ».

Des déclarations confirmées un peu plus tard, par un communiqué de presse de la société Mota-Engil en charge de la réhabilitation du stade omnisports de Garoua, du stade annexe de Garoua et de l'Hôtel de 70 Chambres. Cet incident du 10



Une partie de l'Hôtel de 70 places en construction s'effondre

Septembre 2018, a fait de nombreux blessés. Ces derniers ont été pris en charge par l'entreprise portugaise, et le gouverneur de la région est allé au chevet de ces ouvriers. Selon les dernières enquêtes sur le terrain,

l'érosion causée par les eaux des pluies il y a de cela quelques jours à Garoua, est la cause principale de cet effondrement. La forte pluviométrie enregistrée dans la ville de Garoua, associée au temps mis par le coffrage

depuis sa construction ont imposé la réalisation des tests de résistance avant la mise en œuvre du béton. C'est au cours de cet exercice préventif que l'ouvrage support s'est affaissé.

L'entreprise portugaise a

sécurisé la zone, a procédé aux mesures correctives à savoir, un nouveau compactage de la plateforme avant la construction de l'échafaudage et du coffrage avec un matériel plus robuste.

Félix swaboka

Bamenda

Couvre-feu après de nouvelles violences

C'est la conséquence du coup de force des sécessionnistes dans la nuit de samedi à dimanche derniers, qui ont réussi à couper le Nord-Ouest du reste du pays.

La ville de Bamenda a été coupée pendant des heures du reste du pays par des hommes armés dans la nuit de samedi à dimanche. Les assaillants dont certains brandissaient le drapeau de l'Ambazonie, s'en sont pris à des bus de transport, tuant un chauffeur et faisant de nombreux otages. L'armée a rétabli la circulation dimanche à la mi-journée. La région est depuis lors et

jusqu'à nouvel ordre, sous couvre-feu.

Ce coup de force des assaillants aux portes de Bamenda a eu pour conséquence immédiate la réinstauration du couvre-feu dans la région du nord-ouest. Ainsi, entre 18 heures et 6 heures du matin, les mouvements des personnes et des biens sont strictement interdits, la circulation des mototaxis suspendue. De même tous les débits de boisson, les snack-bars et

les boîtes de nuit resteront fermés dans le même intervalle de temps. Le gouverneur, signataire du décret, met par ailleurs en garde tout contrevenant à ces directives, qui sera puni, annonçait-il, selon les lois en vigueur.

Ce n'est pas la première fois que de telles restrictions sont expérimentées dans le Nord-Ouest et principalement à Bamenda, depuis le déclenchement de cette crise sociopolitique il y a

deux ans. En février et en novembre 2017, les populations avaient déjà été soumises à un tel régime de privation.

Ces mesures sont pour autant loin d'intimider les combattants qui se réclament de l'Ambazonie. Le 11 février 2018, ils avaient réussi en plein couvre-feu à enlever le sous-préfet de l'arrondissement de Batibo, dont on est toujours sans nouvelles à ce jour.

Kami Jefferson

Communiqué

Le Directeur de publication du quotidien bilingue Emergence, informe ses lecteurs que le sieur Zéphirin Koloko, ne fait plus partie de l'équipe rédactionnelle dudit journal. Ce faisant, il ne peut plus se prévaloir de ce statut auprès de quiconque. Par conséquent, la rédaction se désengage de tout acte qu'il pourrait poser en son nom.

Tombel

Militaires et populations loin des hostilités

Ce, face à des drapeaux ambazoniens.

La scène inédite, se déroule à Tombel, plus précisément à Ebonji. On est dans le département du Koupe-Manengouba, région du Sud-Ouest. Une vidéo d'à peine deux minutes, circulant depuis hier sur les réseaux sociaux montre des soldats à la fois pied à terre et dans un pick-up militaire, devant des drapeaux ambazoniens. Ils ne tirent pas sur la population. Derrière le pick-up des soldats, on note également une voiture de la gendarmerie nationale, elle aussi remplie de soldats. On peut apercevoir des populations en masse, entourant les véhicules de l'armée camerounaise. Aucune hostilité apparente, vu qu'on voit bien qu'il y a des civils qui s'adosent sur ces véhicules militaires, sans que cela ne provoque aucun courroux. Des enfants s'approchent de très près des voitures, sans réaction de la part des militaires. Les éléments



Face au drapeau ambazonien, militaires et populations en paix

des forces de défense sont même très loin d'être menaçants. Même si le rapport de force est largement en faveur des populations qui bien sont plus nombreuses que ces soldats armés, on ne note aucune animosité. Bien au contraire, on aper-

çoit sur la vidéo un élément des forces de défense (probablement le chef de ces équipes), échangeant devant le pick-up militaire avec les populations. Difficile d'entendre néanmoins le contenu de la conversation.

En d'autres circons-

tances, on aurait sans doute assisté à un affrontement, vu que ce drapeau ambozonien honni par les instances supérieures du Cameroun est synonyme de sécession. Du coup, on se pose tout de même quelques questions.

En ne tentant rien contre les populations, est-ce une façon pour les soldats d'afficher leur ras-le-bol, eux qui sont tout le temps accusés d'exactions dans le cadre de la crise anglophone ?

Kami Jefferson

Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...

Ahmadou Séhou, *politiste*

« C'est curieux, connaissant les méthodes de fonctionnement de l'armée camerounaise »



La première chose que l'on peut dire c'est qu'il y a des populations qui ont hissé les drapeaux ambazoniens, mais on ne voit aucun groupe armé sur le terrain en dehors des militaires républicains. Ceci peut expliquer le fait que les militaires aient adopté une attitude prudente et choisi de ne pas s'attaquer à ce symbole pour ne pas soulever les populations. Ce, peut-être en attente d'un renfort ou des consignes. Dans tous les cas, les soldats ne peuvent pas tolérer la présence d'un

drapeau étranger sur le territoire national pendant longtemps, ni laisser les drapeaux ambazoniens flotter en leur présence. Il est curieux de constater qu'il n'y a aucune attitude agressive, même de la part des populations à leur égard, ni de la part des militaires. Puisque la vidéo ne dure pas longtemps, nul ne peut présager de la suite. C'est curieux, connaissant les méthodes de fonctionnement de l'armée camerounaise.

Propos recueillis par K.J

Investissement

L'insécurité dans certaines régions et l'entrée en vigueur de nouveaux textes plombent l'investissement public

Au premier semestre 2018, le taux d'exécution physique des projets du Budget d'investissement public (Bip), financés sur ressources internes, a décliné d'un peu plus de 14%, passant de 52,83% à fin juin 2017, à seulement 38,37% au cours de la même période en 2018.

Cette baisse de régime, soutiennent les membres du Comité national de suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public, est la conséquence d'une somme de plusieurs facteurs. Il s'agit d'abord, apprend-on, du non-paiement des décomptes aux entreprises dont la trésorerie est de plus en plus fragile, à cause d'un lourd endettement vis-à-vis de l'Etat. Ensuite, les projets du Bip 2018 sont pratiquement à l'arrêt dans certaines régions du pays, dans lesquelles règne l'insécurité. Il en est ainsi de la région de l'Extrême-Nord, où les projets du Bip continuent de subir les affres de la menace BokoHaram, mais surtout des deux régions anglophones que sont le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, où les sécessionnistes ont installé le règne de la terreur,

enlevant au passage certains employés sur les chantiers d'infrastructures.

Enfin, apprend-on, le Bip 2018 s'exécute dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur de nouveaux textes réglementaires dans la chaîne d'attribution des marchés publics, réalité qui a nécessité un temps d'adaptation des parties prenantes, non sans avoir occasionné des retards dans la contractualisation et l'exécution de certains projets.

Dans cette baisse du taux d'exécution physique des projets du Bip à financements internes, le Comité national de suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public n'exclut pas les effets de l'exécution du programme économique et financier avec le Fonds monétaire international (FMI), qui a induit certains réajustements budgétaires.

Oscar Onana



Marché de la Béac

Les six Etats de la Cemac ont levé 1 216,6 milliards FCFA par émissions de titres publics, entre mai 2017 et mai 2018

Le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac), institut d'émission commune au Cameroun, au Congo, au Gabon, à la RCA, au Tchad et à la Guinée équatoriale, est devenu un important pourvoyeur de fonds pour ses Etats-membres, par ces temps de baisse généralisée des recettes publiques.

Timide ment lancé en fin d'année 2011, avec pour principal animateur le Cameroun, ce marché des titres est désormais très couru. Selon les statistiques de la Beac, révélées dans la newsletter du Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilière du Cameroun, entre mai 2017 et mai 2018, les Etats de la Cemac y ont levé 1 216,6 milliards de francs Cfa à travers 139 émissions de titres publics (Bons et obli-

gations du Trésor assimilables).

A en croire la même source, le marché a été largement dominé par les bons du Trésor assimilables (BTA). Les émissions de ces titres de créance de court terme, ont permis de mobiliser une enveloppe totale de 1 142,7 milliards de francs Cfa, contre seulement 73,8 milliards pour les Obligations du Trésor assimilables (OTA), qui sont des titres de créance de long terme (maturité de plus d'un an).

O.O



Zone franc

Le rapport de convergence nominale en débat

Des responsables et experts se sont retrouvés le vendredi 7 septembre 2018 à Paris pour plancher sur ledit rapport et le projet de résolution sur la convergence.

Les représentants du ministère français des Finances et de la Banque de France, le commissaire de l'UEMOA, les experts de la BEAC, de la BCEAO et le président de la Commission de la Cemac, Daniel Ona Ondo, ont passé en revue des indicateurs économiques. C'était au cours de la réunion du comité de Convergence de la Zone Franc (COCOZOF) qui s'est tenue à Paris, en France. C'est ainsi qu'au début des travaux, la situation macroéconomique des différentes régions de la zone-franc a été passée au crible.

Lors de ces échanges, le Président de la Commission a insisté sur l'évolution satisfaisante des indicateurs économiques de sa sous-région, bien qu'étant fragile.

Ceci s'est fait par le solde budgétaire de référence, le taux d'inflation, le taux d'endettement public et l'accumulation d'arriérés de paiement. Soit l'ana-



Lors de la rencontre en France.

lyse des critères de convergence. Le président du comité a démontré en outre que les programmes avec le FMI et surtout les mesures d'ajustement du PFC-CEMAC, sont de nature à relancer les économies d'Afrique Centrale. C'est donc en prélude à la réunion des experts et minis-

tres des Finances des 14 Etats ayant en partage le Franc Cfa qui se tient du 5 au 8 octobre prochain à Paris que les responsables et experts dudit espace monétaire se sont retrouvés à Bercy le 7 septembre dernier. Il était question de plancher sur le rapport de convergence nominale et

le projet de résolution sur la convergence. Et parmi les thématiques prévues pour la réunion des ministres de la zone Franc du mois d'octobre, figurent l'examen des perspectives macroéconomiques ou encore la mobilisation des ressources propres et la lutte contre le blan-

chiment de capitaux.

En rappel, la convergence nominale, portant sur des critères, remonte au débat sur la convergence réelle et se fonde sur les enseignements des débats théoriques relatifs aux politiques monétaire et budgétaire.

Michèle Ebongue

Bip

Le taux d'exécution des projets est de 52,31%

Le Comité national de suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public (BIP) s'est réuni à Yaoundé, le 7 septembre 2018. Il ressort de cette réunion que le taux d'exécution des projets du BIP est de 52,31% au 30 juin 2018. Le taux d'engagement des ressources, lui, est de 58,69% et celui de liquidation desdites ressources est de 54,55%.

Ainsi, comparative-ment à la même période de l'exercice 2017, il ressort à mi-parcours, une baisse de la situation de l'exécution des projets financés par les « ressources internes » (crédits à gestion centrale et crédits délégués), tant au niveau financier que physique.

Sur la base des « ressources

internes », il se dégage donc, au 30 juin 2018, un taux d'engagement de 54,75%, contre 69,86% au 30 juin 2017, soit une baisse de 15,11 points; un taux de liquidation de 47,14%, contre 66,90% au 30 juin 2017, soit une baisse de 19,76 points. Enfin, le taux d'exécution physique des projets de 38,37%, contre 52,83% à la même période de l'exercice 2017, soit une baisse de 14,46 points.

Isaac Tamba, le directeur général de l'Economie explique ces faibles performances : « Sur le plan financier, on observe qu'il y a des entreprises qui n'ont pas de capacités financières considérables. Du coup, une fois que les marchés leur ont été attribués, elles n'arrivent pas à réaliser ces marchés en raison de la faiblesse de leurs capacités financières. » Le directeur

général de l'Economie ajoute : « Nous observons aussi que pour certains marchés, lorsqu'ils ont été attribués, on se rend compte que les prestataires n'avaient pas la capacité technique pour réaliser les ouvrages. »

Le budget de l'Etat du Cameroun au titre de l'exercice 2018 se chiffre à 4 625,8 milliards FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 4 513,5 mil-

liards FCFA en crédits de paiement (CP).

La dotation globale consacrée à l'investissement public est de 1 403,8 milliards FCFA en autorisations d'engagement et 1 291,5 milliards FCFA en crédits de paiement. Le BIP représente donc 28,6% du budget de l'Etat en CP, contre 36,3% en 2017, soit une baisse de 7,7 points.

Oscar Onana

Intimidation

L'assaut d'Atanga Nji contre les adversaires de Paul Biya

Le patron de l'Administration territoriale tient à gagner le pari d'une élection présidentielle réussie.

Dans ce contexte sécuritaire particulier, Paul Atanga Nji n'est pas allé du dos de la cuillère pour menacer les responsables politiques. « En Afrique, l'élection présidentielle est un moment dont se servent des politiciens véreux et autres aventuriers pour prêcher la haine, la division et la désinformation. Bref, les excès verbaux sont le lot quotidien de ceux qui, sachant à l'avance que le résultat final leur sera défavorable, tentent par tous les moyens de manipuler les citoyens, voire chercher à créer des remous sociaux qui peuvent gravement porter atteinte à la paix et à l'ordre public ». En gros, les huit autres candidats à la Présidentielle de 2018 sont donc prévenus car, « qu'il me plaise de rappeler à tous les acteurs politiques que le Ministère de l'Administration territoriale

assure la tutelle des partis politiques (...), j'en passe, renchérit le Minat. « Toutes ces organisations placées sous la tutelle du Minat sont agréées sur la base des textes en vigueur qui, plus que jamais, sont d'actualité », a-t-il dit.

Par conséquent, pour lui, le Gouvernement va veiller au respect aux dispositions légales encadrant les activités des partis politiques durant toute la période électorale. A ce titre, « j'attends donc d'eux, un comportement exemplaire, une attitude responsable et un langage mesuré avant, pendant et après le scrutin présidentiel du 07 octobre », explique Paul Atanga Nji.

Notons que des informations font état de ce que l'opposition, dès le lendemain de la présidentielle, compterait réserver quelque surprise au pouvoir en place.

Hervé Ndongong



Présidentielle 2018

Ces 6 mesures du Gouvernement pour les régions anglophones

Elles concernent aussi bien les organisations de la société civile, les partis politiques, leurs leaders ainsi qu'Elecam et les populations en général, et en particulier les régions du Nord-ouest et du Sud-Ouest actuellement en crise.

« Cette conférence des gouverneurs de région me donne l'occasion de rassurer les populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest des mesures exceptionnelles et appropriées prescrites par le Chef de l'Etat pour l'encadrement de l'année scolaire en cours et pour la tenue du scrutin présidentiel dans les 360 arrondissements que compte le Cameroun », dicit Paul Atanga Nji, le ministre de l'administration (Minat). Les six mesures concernent tous les segments de la vie publique nationale allant des organisations civiles et politiques aux responsables des formations politiques et Elections Cameroon (Elecam), l'organe en charge de l'organisation des élections au Cameroun.

Priorité « aux régions anglophones »
Pour cette première confé-

rence annuelle des Gouverneurs des régions pour l'année 2018 ouvert le 10 septembre 2018, en prélude à l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018 en ce qui concerne particulièrement les régions majoritairement d'expression anglaise du Cameroun, à savoir le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les Gouverneurs sont instruits « d'assurer l'encadrement sécuritaire de tous les candidats à l'élection présidentielle, surtout ceux qui vont se déployer dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ». Les candidats sont ainsi tenus de faire parvenir aux gouverneurs concernés « le calendrier précis de leur descente sur le terrain ». Deuxièmement, il est demandé aux gouverneurs et à toutes les autorités administratives d'apporter le concours nécessaire à Elecam en vue de « l'organisation harmonieuse de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 ». Aussi, de-

vront-elles « répondre à toutes les sollicitations d'Elections Cameroon avant, pendant et après le scrutin présidentiel ».

Tercio, « face à ces actes d'agression, des dispositions sont prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels et faire en sorte que la paix et la sécurité soient sauvegardées sur l'étendue du territoire national ».

Administration-Elecam-forces de défense et de sécurité

Quarto, le Gouvernement veillera au respect aux dispositions légales encadrant les activités des partis politiques et Ong durant toute la période électorale. A ce titre, « j'attends donc d'eux, un comportement exemplaire, une attitude responsables et un langage mesuré avant, pendant et après le scrutin présidentiel du 07 octobre », a dit Paul Atanga Nji. Le ministre a malheureusement regretté la partialité des Ong

internationales qui n'ont de cesse de crucifier les mesures du Gouvernement pendant que les bandes armées terroristes perpétuent des « atrocités » contre l'Etat, les forces de défense et de sécurité ainsi que contre les populations civiles.

Cinquièmement, les forces de défense et de sécurité seront mises à contribution afin d'« appuyer les autorités administratives sur toute l'étendue du territoire national pour la sécurisation du matériel électoral et la protection des démembrements d'Elections Cameroon ». « Les sécessionnistes seront traqués jusqu'à leurs derniers retranchements », a souligné Paul Atanga Nji.

Enfin, le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires afin de redorer l'image pacifique, prospère, stable et unie qu'a autrefois portée l'équipe dirigeante actuelle. Atanga Nji citant Paul Biya, reconnaît qu'« agir autrement, c'est compromet-

tre notre démocratie, c'est laisser l'anarchie s'installer à la place de l'Etat de droit ». A titre rappel, cette prise de position du gouvernement intervient alors que le Cameroun traverse depuis Novembre 2016 une crise sociopolitique sans précédent et qu'une menace sécuritaire interpelle les pouvoirs publics dans les régions septentrionale et orientale, frontalières au Nigéria et à la République Centrafricaine depuis plus de cinq ans. Comme l'a souligné le Minat Paul Atanga Nji, après un dialogue infructueux dans le Nord-ouest et le Sud-Ouest, alors que la capacité de nuisance de Boko Haram s'estompe, les bilans sont lourds : d'incommensurables pertes matérielles et en vies humaines. Ce qui rappelle justement le thème des travaux : « Autorités administratives et sécurisation du processus électoral ».

H.N.

Crise anglophone

Paul Biya n'est toujours pas prêt à discuter avec les séparatistes

Les mesures déclinées lors de la première session semestrielle des gouverneurs qui s'est ouverte le 10 septembre 2018 et qui s'achève ce jour, sont la manifestation de la volonté du Président Paul Biya.

Physiquement absent, le président de la république Paul Biya était fortement présent car son discours constant a marqué la réunion semestrielle des gouverneurs ouverte hier 10 septembre 2018. Se tenant à la veille de la Présidentielle du 07 octobre prochain, le discours de Paul Atanga Nji, le patron de l'Administration territoriale, était en effet circonscrit à l'option militaire dans la résolution de la crise sociopolitique qui traverse le Cameroun depuis novembre 2016.

A titre indicatif, les forces de défense et de sécurité seront mises à contribution afin d'«appuyer les autorités administratives sur toute l'étendue du territoire national pour la sécurisation du matériel électoral et la protection des démembrements d'Elections Cameroon ». Encore que «les sécessionnistes seront traqués jusqu'à leurs der-

niers retranchements», a souligné Paul Atanga Nji. Par ailleurs, «face à ces actes d'agression, des dispositions sont prises pour mettre hors d'état de nuire ces criminels et faire en sorte que la paix et la sécurité soient sauvegardées sur l'étendue du territoire national», dixit Atanga Nji. Il cite abondamment le président de la république, qui indiquait alors que «le Cameroun est victime des attaques à répétition de bandes terroristes se réclamant d'un mouvement sécessionniste ».

Toujours l'option militaire

Les choses sont donc claires. Le gouvernement de Paul Biya conserve une posture déjà été fixée par l'homme du 06 Novembre 1982 : l'option militaire avant, pendant et après les élections en particulier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui sont aujourd'hui le théâtre de violences entre les forces de



Paul Biya maintient le cap

défense et de sécurité, et les séparatistes ambazoniens. Pendant ce temps, les victimes se comptent aussi bien parmi les civils qui sont pris au piège, les forces régulières qu'au sein des terroristes tapis en brousse, si l'on s'en tient à la déclara-

tion du Minat.

De ce discours ferme, l'on note que les commanditaires sont nettement identifiés par le patron de l'administration territoriale. Il s'agit en l'occurrence « des Camerounais sans scrupules résidant à l'étranger,

avec la complicité d'autres compatriotes au pays (ici, ndlr) généralement drogués ». D'ailleurs, «tôt ou tard, ils répondront de leurs forfaits devant les instances judiciaires », a dit Paul Atanga Nji.

H.N.

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Réactions...

Kildadi Taguiéké Boucar: Governor of Adamawa region

«We are ready for the presidential election»



My region as you know has no particular security concern like is

the case with other regions. We are in a calm environment but not underestimating any eventual threat. My region is ready for next October 7 presidential election. We are going to provide elecamm all the necessary support to make sure that it succeed in its assigned task that of organizing elections in a serene atmosphere. We are also going to share information and experience with our other colleagues in risk zones. At the end of this conference I am going to implement the instructions that will be handed to us by hierarchy.

Awa Fonka Augustine: Governor West region

«We are greatly concerned with what is happening in the NWR»



We are greatly concerned with what is happening in the Anglophone regions es-

pecially the North West, a sister region. You all know that the West and North West regions share common characteristic both culturally and geographical. If the North West region is in trouble we are also in trouble. The latest incident in Akum greatly affected my region; businesses came to a standstill, those who were to travel to Bamenda and from Bamenda to the west region were all blocked. It is our wish that things return to normalcy in the North West region so that we too could live in Peace. My region is prepared for the upcoming presidential election and I have the conviction that we are going to stand the test of time come October 7, 2018.

Views collected by Amos Muang Nsah

Affaire Tala voyages

Le temps de la dissuasion

Actuellement, on assiste à un jeu de procédures qui devraient aboutir à un retournement inattendu.

Deux procédures en réaction aux dénonciations des ayants-droit du fondateur de l'agence de transport Tala voyages ont été introduites par le nommé Ngasseu Clovis Noël, neveu du défunt et autrefois riche transporteur Kameni Tchunte Roger, par ailleurs fils adoptif de la veuve.

En effet, le sieur Ngasseu Clovis Noël, et la nommée Siewe Tientcheu Florentine, caissière à ladite agence de voyages, ont concomitamment traduit en justice la veuve Kameni née Pouémo Djilo Thérèse et Gounou Djilo Éric William pour dénonciations calomnieuses.

Entre temps, court l'affaire de la succession Kameni Tchunte Roger devant les juridictions compétentes.

La première plainte de remise en cause s'appuie notamment sur l'arrêt du 24 novembre 2016 de la chambre de contrôle de l'instruction de la Cour d'appel du Centre qui a confirmé l'ordonnance de non-lieu du dossier n°508-SOG-11/C. Ce dernier précise les conditions arrêtant les poursuites judiciaires

contre les Ngasseu et Siewe. La seconde, pour les mêmes faits, est cette fois-ci portée par Ngasseu, Siewe et cinq autres personnes. Ici, c'est l'arrêt n°05/CI du 27 janvier 2016 de ladite Chambre et qui confirme l'ordonnance de non-lieu du dossier n°1093-SOG-12H en faveur des sept mis en cause par la famille Kameni, qui fonde ces poursuites judiciaires car ils étaient poursuivis pour les faits d'abus de confiance aggravé et de faux et usage de faux.

Pas de crainte

Sauf que le camp Kameni représenté par sieur Gounou croit savoir qu'il essaie à travers "leurs citations directes de nous intimider". Surtout que "nos adversaires estiment donc que nous les avons poursuivis en justice à tort et veulent nous punir pour cela". Il note cependant que sieur Ngasseu Clovis Noël, ayant reçu mandat de la veuve Kameni de gérer l'agence Tala voyages, s'est autorisé à acquérir de nouveaux bus en prenant soin d'établir les pièces officielles au nom de la société Maryland Sarl. Ce qui a provoqué un gouffre financier pour non-



Des bus de l'agence Tala voyage

paiement de l'assurance d'un montant de 70,863 millions de FCFA. D'autres arguments sont soulevés comme le fait de remplacer les moteurs des engins de Tala voyages pour les bus de Maryland.

Le nœud gordien

Dame Kameni sentant le roussi, décide de retirer la gestion à Ngasseu. Contre toute attente, la caissière Siewe Tientcheu qui avait la mission d'empêcher les versements auprès du mis en cause, a pris fait et

cause pour le sieur Ngasseu Clovis Noël. Par la suite, la procédure initiée par dame Kameni, explique Gounou Djilo, connaîtra de nombreuses entorses qui justifient par ailleurs la riposte de Ngasseu Clovis, qui craint d'être rattrapé par la justice pour ses actes. Mieux, percevant le retournement de situation, le nommé Ngasseu multiplie en vain les procédures, consacrant ainsi le "dilatatoire". Encore qu'il s'est plusieurs fois fourvoyé, assure Gounou Djilo Éric Wil-

liam.

Aussi, l'audience du 07 septembre 2018 reportée au 04 Octobre 2018, aurait été déterminante si les différentes parties, représentées par leurs Conseils, étaient présentes, afin de démêler les écheveaux dans une affaire qui a débuté en 2011. En tout cas, l'on attend l'autre audience du 25 septembre prochain pour avoir en le cœur net sur la position de chacune des parties.

Hervé Ndongbong

Préfecture du Foumban

L'empreinte du préfet

Chaque habitant de la ville de Foumban dit être satisfait de la qualité des services administratifs rendus actuellement à la préfecture.

Aujourd'hui, il est difficile et presque impossible qu'un usager se fasse arnaquer à la Préfecture de Foumban. Encore moins qu'un employé de la Préfecture tente un quelconque trafic d'influence ou d'usurpation de titre. Si à Foumban un individu cherche un service public sans trouver, c'est

que ce dernier ne s'est pas rendu dans les services de la préfecture. Une fois dans les locaux de la préfecture de Foumban, juste à l'entrée, sur le babillard qui accueille tout usager, vous avez tous les renseignements possibles. Le service de renseignement juste en face est au service de toute personne en difficulté. Pour un homme de médias qui a parcouru plusieurs services

administratifs dans le pays, il est rare de voir en dehors de certaines organisations de la société civile, un organigramme des lieux affiché au mur. Pour celui de la préfecture de Foumban, bien que le visage du préfet Donatien Boyomo soit connu de tous, sur cet organigramme, sont également présents tous les responsables ou chefs de service de la préfecture, leur photo et le nu-

méro de leur portable. Les noms sont bien précisés, les fonctions, et bureaux. A côté de cela, on peut lire le code de bonne conduite des usagers en 10 points. A côté, sont affichés les engagements de la préfecture face aux usagers.

Une autre information qui a aussi une importance capitale, ce sont les différents services administratifs et leur localisation dans la ville.

Sur un autre tableau, sont affichés les différents impôts et taxes administrés et gérés par la Commune et ceux administrés et gérés par l'Etat via le service des impôts. Nous avons tenté de savoir pourquoi cette façon de faire, le préfet nous indique que lui et son équipe travaillent au service des populations, afin que chacun quitte ses services satisfait.

Jérôme Serge Todjom

Labogénie

Le garant de la qualité et la sécurité des infrastructures de génie civil

La vision et l'ambition de l'équipe dirigeante et le dynamisme du personnel ont conduit à de nombreuses réformes et initiatives tendant à arrimer l'entreprise aux techniques modernes de gestion.

Le Laboratoire National de Génie Civil (LABOGENIE), est un organisme scientifique et technique qui réalise des essais et études expérimentales pour la caractérisation des sols, l'optimisation de la qualité des matériaux de construction et le suivi de leur mise en œuvre adéquate.

Comme principaux domaines d'activités, le LABOGENIE excelle dans la géotechnique, la géophysique, la météorologie, l'hydraulique la formation et les études environnementales. Créé en 1953, le LABOGENIE qui a connu plusieurs mutations a été transformé par Décret N° 2007/299 du 12 novembre 2007 en une société à capital public. Ledit Décret signe le renouveau de cette entreprise qui grâce à l'État, a pu renouveler son plateau technique et maintenir son expertise de

qualité. En outre, la vision de l'équipe dirigeante et le dynamisme du personnel ont conduit à de nombreuses réformes et initiatives tendant à arrimer l'entreprise aux techniques modernes de gestion.

La remontée actuelle du LABOGENIE est marquée par des performances qui, si elles ne sont pas à l'optimum, connaissent une tendance haussière, qui en dit long sur le potentiel de cette organisation. Le tout, sous la houlette de Jean Moufo, le directeur général.

Aussi ce Laboratoire de renom a un site qui a pour vocation d'être un portail évolutif et interactif, permet, entre autres, de mettre en vitrine le LABOGENIE dans son nouveau déploiement. Son pari est de mettre à la disposition du public, une information actualisée et de lui donner la possibilité de s'exprimer. La rubrique "Espace client" offre ainsi l'opportu-



Jean Moufo, DG LABOGENIE

rité aux uns et aux autres de passer des commandes de prestations en ligne et d'émettre des avis sur la

qualité des prestations. Elle permet également d'interroger directement les services du LABOGENIE sur diverses

préoccupations liées à son activité et d'obtenir des réponses adaptées et rapides.

Rosette Ombessack

MINJEC/IRI

A la quête du leadership national des jeunes

Les 02 entités ont signé jeudi 06 septembre dernier une convention de partenariat pour une durée de 03 ans.

Le ministre Mounouna Foutsou a procédé le 06 septembre dernier dans les locaux de ses services à la signature d'une convention de partenariat avec l'Institut de Recherche en Intelligence (IRI), représentée par Mme Emile Fotsa sa fondatrice. Ladite convention qui intervient dans le cadre du programme Leadership de l'IRI, a pour objet de créer un cadre de collaboration visant à favoriser la formation, l'accompagnement des jeunes en « Leadership national, management et entrepreneuriat.

La convention de partenariat entre le Minjec et l'IRI est validée pour 03 ans. Ainsi, les deux parties s'engagent afin de mutualiser leurs divers moyens, à l'effet de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

En plus de la formation des jeunes, la collaboration vise la

promotion des valeurs éthiques et patriotiques; l'accompagnement des jeunes après la formation, la création des clubs de leadership dans les centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ).

Pour le Minjec, le programme leadership de l'IRI est important car il vise le renforcement des capacités des jeunes pour les amener à devenir des leaders parfaitement outillés et prêts à participer efficacement à la construction du Cameroun aussi, il a rassuré son partenaire : « Le Minjec veillera à la pérennisation des acquis du programme par un suivi régulier des projets des jeunes bénéficiaires », a déclaré Mounouna Foutsou.

Quant à Emilie Fotsa, elle revient sur le bien-fondé du programme Leadership : « Que ce soit l'éducation scolaire formelle ou autres, il faudrait qu'il y ait une culture natio-



Minjec et fondatrice de l'IRI

nale du Leadership. Nous aimerions qu'à l'issue de l'année 2019, tous les jeunes puissent être conscients de leur leadership et aussi leur

capacité de mettre en place leur projet entrepreneurial, qui pourra s'il est excellent, être développé et devenir plus tard une grande entre-

prise qui recrute des milliers de personnes au Cameroun d'ici quelques années », a-t-elle dit.

Rosette Ombessack

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privée
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Lions Indomptables

Le départ n'est pas prometteur

Malgré la non-déception de Clarence Seedorf, il reste que la sélection nationale n'a pas donné beaucoup de raisons d'y croire.

« Je ne suis pas déçu parce que je sais que l'équipe a donné tout ce qu'elle a. C'était bien évidemment des conditions difficiles. La différence d'être habitué à jouer sur ce terrain particulier était évidente. Mais l'esprit d'équipe, le fighting spirit pour essayer de se sauver avec la victoire y était. Je ne pense pas qu'une autre équipe viendrait ici pour avoir une journée facile. Non je ne suis absolument pas déçu, mais heureux de l'esprit qu'on a démontré », a réagi Clarence Seedorf, le tout nouveau entraîneur des Lions indomptables du Cameroun. La première chose qu'on remarque au-delà de sa satisfaction, c'est sans doute qu'il a vite assimilé des expressions consacrées liées à la tanière et davantage, au football camerounais. On doit alors s'imaginer que le technicien Néerlandais ne semble pas ouvrir une révolution dans la tanière des Lions indomptables. L'entraîneur qui a pour mission de conduire l'équipe nationale du Cameroun à la victoire finale de la Coupe d'Afrique des Nations que notre pays organise l'année

prochaine envoie ainsi un signal qu'il vaut mieux décoder et prendre au sérieux au plus tôt. Car à huit mois de la compétition, il arrive à se satisfaire d'un match nul.

C'est peut-être la posture d'un entraîneur qui sait ou pense disposer d'assez de temps pour remplir la tâche qui lui est assignée. Mais il n'y a cependant pas de doute que le Cameroun n'a pas la pression que sur l'organisation de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations Total Cameroun 2019. Il faut, autant que les infrastructures, avoir une équipe nationale totalement opérationnelle et conquérante. Le match de samedi dernier n'a donc pas rassuré que nos Lions Indomptables auront les moyens d'offrir au Cameroun la sixième étoile que les Camerounais appellent de tous leurs vœux.

Et les objectifs alors?

Les Camerounais n'ont sans doute pas oublié que dans le cadre du recrutement d'un entraîneur pour les Lions Indomptables du Cameroun, la Fédération Camerounaise de Football a précisé que le candidat devrait lui proposer un projet qui satisfasse l'instance



Clarence Seedorf

faïtière du football dans notre pays. Il faut donc croire que du côté de Tsinga, on est totalement satisfait de la prestation de l'encadrement technique. Mais il faut reconnaître que la satisfaction du technicien néerlandais rap-

pelle un peu certaines attitudes qui n'ont pas fait resplendir de gloire la tanière. Il n'est donc pas le premier entraîneur des Lions Indomptables du Cameroun qui se soit satisfait d'un résultat qui n'est pas si satisfaisant que cela. Il

est peut-être alors temps de tirer la sonnette d'alarme sur le fait, de manière à, tout au moins, essayer de prendre des précautions pour que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets.

Alfred Epacka

Nigerian Football Tournament 2018 kicks off in Yaounde

The opening ceremony that took place at the Firefighting Brigade Stadium Mimboman was presided over by the main sponsor of the tournament "High" Chief Cletus Odupute Ezendigbo alongside the President of the Nigerian Union.

The Nigerian Community in Yaounde turned out in their numbers this Sunday September 9, 2018 to witness the kickoff of this year's Nigerian Football tournament at the Firefighting Brigade station Mimboman. As early at 12noon a large number of the population was already in the stadium to welcome chief Ezendigbo and his entourage. It was not long that the sponsor gave the kickoff of the first encounter pitting Mvog Ada Fc to Emana Fc. At the end of the 90th minute, it was Mvog-ada FC that carried the day beating Emana FC two goals to nil while in the second encounter Dominion Fc dominated Super Eagle Veteran Fc two goals to one. Addressing the crowd shortly after the two encounters, Chief Cletus Odupute Ezendigbo of

Auto General in his capacity as the sponsor thanked each and every Nigerian for attaining the ceremony while reminding them that the Nigerian Embassy and the High Commissioner were aware that this tournament is going on. He traced the importance of this tournament, which is that of bringing people together for peace and unity. Ezendigbo called on Nigerians to be law abiding and to stay away from causing trouble. He reiterated that Cameroon is peace loving and they shouldn't go against the laws of their host land, respect those assigned to take care of the tournament citing among other names Emeka Okoli (Turbo), president/organizer of the tournament. He rounded off by begging all the teams to be fair play no matter the outcome of the matches as the loser today might be the winner

tomorrow.

It was after this fatherly advice that the chief promised that he is planning to make this year's tournament better than that of the previous years and to make it lively. He added that he intends to come out with a registered club as his own contribution to the development of talents.

On his part as the President of the Nigerian Union, Yaounde, Hon Mbila Joseph Uka said this tournament was organized for leisure because nobody gets a salary. Also, he called on his fellow Nigerians to play the football as a family because the government of Cameroon will not tolerate any wrong doing. He urged them to show proof of the spirit of love and peace so that at the end of the tournament, Glory will be on to God Almighty.

By Amos Muang Nsah



Chief Cletus shakes hands with match officials.

Somalie

Un attentat à la bombe vise un bâtiment officiel à Mogadiscio

Nouvel attentat à la bombe à Mogadiscio. Selon la compagnie d'ambulance Amin, au moins six personnes sont mortes et 16 blessées lors d'un attentat-suicide contre le bâtiment administratif du district de Hodan, dans la capitale somalienne.

Même mode opératoire et même type de cible qu'il y a huit jours. Ce matin, un véhicule s'est approché du bâtiment et la bombe placée à l'intérieur a explosé, détruisant le quartier général du district de Hodan, dans le nord-ouest de Mogadiscio. Des dizaines d'habitants ont alors afflué pour porter assistance avant l'arrivée des secours.

L'attaque a sans surprise été revendiquée par les shebabs. L'opération rappelle celle du 2 septembre, lorsque les terroristes islamistes avaient cette fois visé l'administration du district d'Hawlwadag,

dans le centre de la ville, faisant six morts et une quinzaine de blessés.

L'attentat d'aujourd'hui tombe mal pour le gouvernement qui doit faire face à une grave crise institutionnelle. Ce matin, les sénateurs ont boycotté l'inauguration de la 4e session parlementaire. Cela n'a pas empêché le président Farmajo d'inaugurer la séance. Devant une salle en partie vide, il a rappelé ses priorités, demandé aux citoyens de payer leurs impôts, de rester unis face au terrorisme et d'aider à reconstruire le pays.

Ce défi des sénateurs fait suite à celui lancé samedi, par les présidents de cinq



Un attentat à la bombe vise un bâtiment officiel à Mogadiscio

Etats. Ensemble ils ont annoncé l'arrêt de leur coopération avec Mogadiscio. Ils reprochent au gouvernement central des inter-

férences dans leurs affaires, des tentatives de déstabilisation, un partage insuffisant des revenus ou encore échec de la sécuri-

sation du pays. Cette nouvelle attaque devrait apporter de l'eau à leur moulin.

Source Jeune Afrique

Mali

Le Mali a son nouveau gouvernement et une nouvelle cheffe de la diplomatie

La liste du nouveau gouvernement a été publiée ce dimanche soir 9 septembre à Bamako.

Une équipe plus resserrée tandis que douze ministres quittent le gouvernement avec le départ surprise du chef de la diplomatie, remplacé par une femme. D'ailleurs onze femmes font partie de ce gouvernement, avec des portefeuilles importants comme celui des Infrastructures ou encore du Travail.

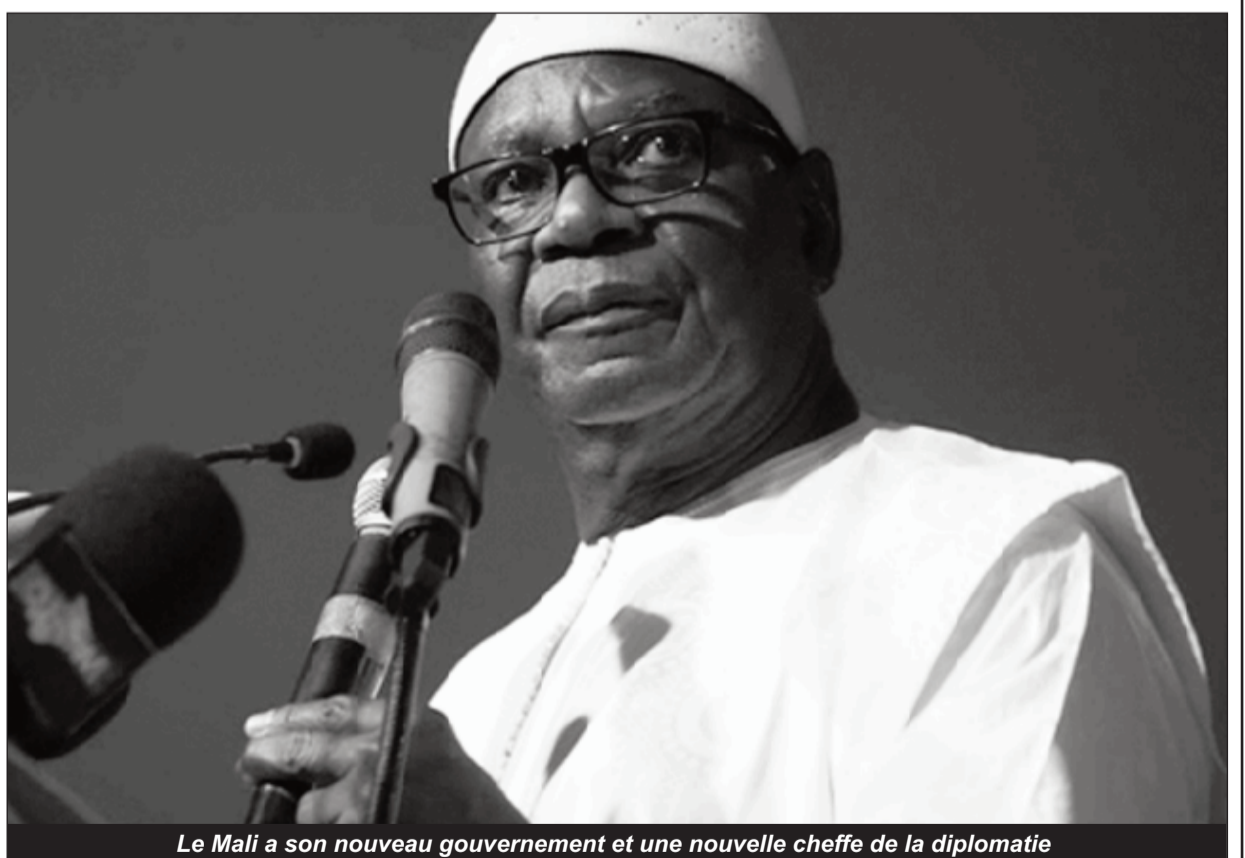
Le nouveau gouvernement malien compte 32 membres, contre 36 dans l'ancienne équipe, dont onze femmes cette fois. Avec un départ remarqué, celui du ministre des Affaires étrangères, Tiéman Hubert Coulibaly, pourtant proche du président Ibrahim Boubacar Keita. Pour la première fois depuis six ans, il n'aura donc pas de portefeuille ministériel. Cet homme que l'on dit proche d'Ibrahim Boubacar Keita était ministre depuis la transition, après le coup d'Etat de 2012.

On retrouve à sa place, l'actuelle conseillère diploma-

tique du chef de l'Etat malien, Kamissa Camara, très connue dans les ONG, qui prônent notamment la bonne gouvernance. Cette jeune franco-malienne de 35 ans a notamment un carnet d'adresses aux Etats-Unis. Une nomination, très symbolique. Ibrahim Boubacar Keita démontre ainsi qu'il fait le pari de la jeunesse. Bon joueur, Tiéman Coulibaly affirmait à RFI : « IBK souhaite laisser la place aux jeunes et c'est conforme à ce que nous voulons ». Parmi les nouveaux entrants, Lassine Bouaré, un proche du Premier ministre. Il hérite du ministère de la Cohésion nationale, de la Paix et de la Réconciliation. Le ministère de la Réforme de l'administration est renforcé. Il sera aussi chargé de la Transpa-

rence de la vie publique, en d'autres termes de la lutte contre la corruption. Et c'est une femme qui l'occupera : Safia Boly.

Par ailleurs, les ministères de la Communication, de l'Admi-



Le Mali a son nouveau gouvernement et une nouvelle cheffe de la diplomatie

nistration territoriale, de la Sécurité, de la Culture, notamment, ne changent pas de titulaire. Autre changement significatif : l'ancien ministre de la Défense, Tiéna Coulibaly, devient Garde des Sceaux.

Cette nomination soulève déjà l'espoir pour certains, de voir les enquêtes sur les exactions des militaires maliens, dénoncées dans la région centre du pays, menées à terme. Enfin, c'est un ingé-

nieur, le professeur Tiémoko Sangaré qui devient ministre de la Défense et aura la lourde tâche de réformer l'armée malienne.

Source Jeune Afrique